

REGARD D'ACTEUR

« Une vision globale de l'offre de formation »

INTERVIEW D'ÉRIC SZMATA PAR LUC NADALON

La tête dans les emplois et compétences de demain, les pieds dans la réalité économique du moment, le Dafpic est le pont entre l'Éducation nationale et l'entreprise. Avant d'occuper cette fonction pour l'académie de Toulouse, Éric Szmata, agrégé de génie mécanique, fut quatre ans chef de travaux. Il répond à nos questions.

Qu'est ce qu'un Dafpic ?

Les fonctions du Dafpic [délégué académique aux formations professionnelles initiale et continue] regroupent celles du DAET [délégué académique aux enseignements techniques], en charge de la formation initiale scolaire, de la formation initiale sous statut d'apprentissage et de la relation école-entreprise avec l'association Ingénieurs pour l'école, et celles du Dafco [délégué académique à la formation continue], qui lui s'occupe du réseau des Greta et de leur animation.

Aujourd'hui, il faut qu'il y ait cohérence entre la formation initiale scolaire et la formation par apprentissage, les EPLE devant s'engager dans l'apprentissage, et cohérence dans la carte de formation à travers des pôles de compétences, des campus des métiers, des lycées des métiers... Il faut donc une personne qui ait une vision globale, non focalisée sur l'initial ou sur l'apprentissage, et qui, avec des adjoints de secteur, mette en place la politique du recteur. Cela permet d'éviter la concurrence entre formations, d'organiser les transferts de compétences pédagogiques, de créer des ponts entre structures, comme le réseau Focale de traitement des décrochages scolaires en formation initiale par la réinsertion dans le réseau professionnel.

Quelles sont les missions du Dafpic ?

Conseiller technique du recteur, le Dafpic a, en général, cinq grandes

mots-clés

apprentissage & alternance, orientation

missions : gérer le réseau des Greta ; développer, animer et suivre avec la Région les CFA de l'Éducation nationale (9 sur l'académie de Toulouse) ; développer la Dava, la délégation académique à la validation des acquis ; diriger le service académique de l'apprentissage chargé de gérer les dossiers d'apprentis (19 000 sur l'académie de Toulouse) et les agréments des formateurs habilités à enseigner en CFA ; enfin, organiser la relation école-entreprise, avec Ingénieurs pour l'école. Sur l'académie, quatre « ingénieurs pour l'école » sont détachées à plein temps d'entreprises comme Thales, EDF, Airbus pour une durée allant de trois à six ans, afin d'organiser des concours et des opérations d'information et de communication sur les formations et les métiers d'une branche professionnelle pour les collégiens et lycéens.

Il y a une demande sociale d'élévation du niveau de compétences. La France a signé en ce sens un engagement européen visant à amener 50 % d'une génération à un premier niveau de diplôme de l'enseignement supérieur. Aujourd'hui, la région Midi-Pyrénées en est à 40 % ; les 10 % manquants correspondent aux bacheliers pro qui poursuivront en BTS.

Mon rôle est de participer à l'évolution de l'offre de formation professionnelle. Je rencontre les branches professionnelles qui exposent leurs besoins présents et futurs, et, dans le cadre du schéma prévisionnel des

formations et du plan régional de développement des formations professionnelles, je prépare la contribution du recteur.

Je reçois pour cela les réponses des chefs d'établissement aux appels à projets et met en cohérence les différentes voies de formation, avec une logique de parcours, allant de bac - 3 à bac + 3, qui correspond à la volonté de la rectrice de faciliter les parcours vers le plus haut niveau possible. Chaque formation proposée doit correspondre à l'identité de l'établissement et au besoin économique exprimé par les entreprises. Lors de la réunion de la commission d'arbitrage avec les conseillers de la Région, la vice-présidente en charge de la formation, la rectrice et le SAIO [service académique d'information et d'orientation], je dois donner un avis sur la capacité des équipes pédagogiques à assumer la formation proposée au regard des besoins économiques et des flux d'élèves du territoire où va être implantée la formation.

On s'interroge ensuite sur le budget. Par exemple, sur 59 demandes d'ouverture de BTS cette année dans l'académie, seules 10 pourront être financées. Les autres devront être reportées d'une ou deux années selon un schéma d'organisation triennal.

Pour finir, après avoir été présentées aux instances syndicales lors de commissions techniques académiques, les propositions devront être validées par les instances régionales.

Quels sont vos interlocuteurs ?

L'organisation de la formation professionnelle se fait en étroite collaboration avec la Région. Le Dafpic doit avoir une bonne connaissance



d'une part du monde économique et d'autre part du système éducatif. Ses interlocuteurs privilégiés sont pour le premier les branches professionnelles, les chambres consulaires, les directions des grandes entreprises (le Medef) ou les PME selon les secteurs d'activité, et pour le second le corps d'inspection, pour les bilans pédagogiques des centres de formation, les chefs d'établissements (lycées et Greta), le responsable du SAIO.

Les Greta dépendent du MEN, et l'Afpa du ministère du Travail. Tous deux sont des organismes publics en charge de la formation continue pour adulte, et se doivent de collaborer, mais leurs objectifs diffèrent, les Greta étant plus spécifiquement chargés de proposer une formation adaptée localement à un bassin d'emploi. Sur les mêmes offres de formation, les Greta sont en concurrence avec 4 000 organismes privés, quelque 80 000 au niveau national. Il faut donc développer, aménager les diplômes de l'Éducation nationale pour les rendre plus modulaires et orientés compétence, de manière à mieux répondre aux besoins des entreprises.

Quels sont vos moyens ?

Aucun budget de fonctionnement propre, car le Dafpic est en quelque sorte le chef d'orchestre qui gère, pour les quatre nouveaux Greta Midi-Pyrénées, les 24 millions d'euros (5^e rang national) provenant pour moitié de fonds publics en réponse à des appels d'offres de formation venant de la Région ou de Pôle emploi, et pour l'autre moitié de fonds privés correspondant à la demande de formation des salariés. Sur la région, cela représente 27 000 actifs formés

chaque année, pour un volume de 2,5 millions d'heures ; en comparaison, la formation initiale concerne 103 000 étudiants.

Ce budget permet l'embauche des intervenants et l'organisation matérielle des formations, et le financement d'un petit laboratoire de recherche, le Cafoc, qui développe les outils et les modalités pédagogiques à venir ainsi que des diplômes très spécialisés, agent de stérilisation dans les hôpitaux, ou agent de nettoyage de la voie publique, par exemple.

Pour fonctionner, j'ai 70 collaborateurs sur la Dafpic de Toulouse et 50 autres sur le terrain. Gérant entre 600 et 700 contacts juridiques pour les personnels des Greta, je suis assisté d'une juriste et d'une DRH. Mon poste comporte ainsi deux volets, le management du montage et de l'accompagnement de projets, et celui du recrutement et de l'accompagnement de ressources humaines.

Quelles sont vos relations avec les enseignants ?

2015 sera, pour l'académie, l'année de la pédagogie. Mon choix s'est porté pour les années à venir sur l'usage intensif du numérique dans des formations hybrides. Les temps de formation en présentiel seront à haute

valeur ajoutée pédagogique, avec de nombreux échanges et de l'individualisation, tandis que l'accès aux concepts de base se fera en amont grâce au numérique. Les formateurs seront là pour remédier aux difficultés de chaque apprenant à l'occasion d'activités en classe, individuelles ou collectives. En collaboration avec les IA-IPR, je porterai le message, qui sera relayé auprès des enseignants par les conseillers en formation continue et les coordonnateurs d'apprentissage.

La perception que j'ai des enseignants formateurs est très positive. J'ai découvert des gens formidables, très imaginatifs, proposant un suivi personnalisé exemplaire à leurs apprenants. À ce titre, ils sont un modèle à suivre en ce qui concerne la gestion de la diversité des niveaux.

Je suis leur interlocuteur privilégié lorsqu'ils souhaitent avoir une aide pour établir des contacts et partenariats avec des entreprises. Le lien entre le monde de l'entreprise et celui de l'éducation est dans mon ADN. Les entreprises ont énormément de choses à amener, notamment sur les nouvelles technologies, et nous pouvons apporter beaucoup aux TPE et PME en matière de méthodologie. C'est un schéma gagnant-gagnant où chacun est respecté dans son intégrité. ■